



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
préfecture du Cantal**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2025-1675 du 22 octobre 2025
Portant réduction de l'emprise de carrière, pour sa partie « nord »,
lieu-dit « Foufouilloux » sur le territoire de la commune de VIRARGUES (15300),
société Imerys Filtration France**

Le préfet du Cantal,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu le décret du président de la République du 23 octobre 2024 portant nomination de M. Philippe LOOS, préfet du Cantal ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-1321 du 9 octobre 2013, autorisant, pour une durée de 10 ans, la société World Minéral France à exploiter une carrière de diatomite et ses annexes dite de « Foufouilloux Sud », située aux lieux-dits « Foufouilloux » sur la commune de Virargues et « Prés de Nozerolles » sur la commune de Murat (15300) ;

Vu l'arrêté complémentaire n° 2014-390 du 8 avril 2014 portant changement d'exploitant de la carrière de diatomite et ses installations annexes dite de « Foufouilloux Sud », située aux lieux-dits « Foufouilloux » sur la commune de Virargues et « Prés de Nozerolles » sur la commune de Murat, au profit de la société Imerys Filtration France ;

Vu l'arrêté complémentaire n° 2015-0984 du 29 juillet 2015 modifiant l'arrêté préfectoral sus-visé ;

Vu l'arrêté complémentaire n° 2022-0485 du 07 avril 2022 portant modification de la durée d'autorisation et des conditions d'exploitation par la société Imerys Filtration France de la carrière située aux lieux-dits « Foufouilloux » sur le territoire de la commune de VIRARGUES (15300) et « Prés de Nozerolles » sur la commune de Murat ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025 - 1606 du 06 octobre 2025 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu les porter à connaissance déposés les 10 juin 2020 (« Foufouilloux Nord ») et 22 novembre 2021 (« Foufouilloux Nord » et « Foufouilloux Sud ») et le dossier de fin de travaux du 12 février 2024 concernant « Foufouilloux Nord » ;

Vu la demande du 06 mai 2025 complétée le 22 septembre 2025, présentée par M. GUEIDAN, directeur de la société Imerys Filtration, BP 42, 15300 MURAT, visant à sortir du périmètre de la partie nord-ouest de la carrière une zone de 15 000 m² destinée à l'implantation d'une stabulation agricole et de ses équipements annexes ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Virargues et du propriétaire des terrains concernés ;

Vu le rapport et propositions de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées, en date du 07 octobre 2025 ;

Considérant que des prescriptions complémentaires peuvent être prises sur proposition de l'inspection des installations classées et fixées par des arrêtés complémentaires ;

Considérant que l'emprise retenue est favorable au projet agricole en ce qu'elle évite la consommation de terrains agricoles fonctionnels et qu'elle est proche des réseaux publics d'eau et d'électricité ;

Considérant que l'emplacement concerné est de moindre impact concernant l'intégration environnementale (paysage et eaux superficielles notamment) ;

Considérant que les parcelles section A 647 et 660 étaient comprises dans la notification de cessation d'activité de la carrière « Foufouilloux Nord » et que celles-ci n'ont pas été modifiées ou exploitées au titre de l'autorisation « Foufouilloux Sud » ;

Considérant que les travaux de remise en état de la carrière de « Foufouilloux Nord » déjà réalisés ne sont pas impactés par ce projet d'activité agricole, qui est par ailleurs compatible avec les travaux de remise en état à venir concernant la carrière de « Foufouilloux Sud » ;

Considérant que la présente demande n'est pas de nature à engendrer dans l'environnement un impact supplémentaire ;

Considérant que cette demande n'apporte pas de modification substantielle aux activités, installations et travaux générés par l'exploitation de la carrière ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le périmètre de carrière (parcellaire et plan de remise en état de la partie nord) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} – modification de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2013 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2013 susvisé autorisant la société Imerys Filtration France à exploiter une carrière de diatomite et ses installations annexes aux lieux-dit « Foufouilloux », sur la commune de Virargues et « Prés de Nozerolles » sur la commune de Murat, sont complétées ou modifiées par les articles suivants.

Article 2 – localisation :

Le tableau des parcelles listées au premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2013 est modifié comme suit :

Commune	Lieu-dit	Section	N° des parcelles	Superficie concernée (en m²)	Utilisation
Virargues	Foufouilloux	A	486	51330	Extraction
			488	28800	
			489	38580	
			490	15430	
			491	16150	
Murat	Prés de Nozerolles	A	207	9322	Stockage
			206	29920	
Sous-Total 1			189532		
Virargues	Foufouilloux	A	409	22300	Extension (2) pour transfert ancien stockage « Foufouilloux Nord » (dit merlon Ouest)
			410	6640	
			414	8140	
			459	1955	
			541	1865	
			640	7997	
			642	6051	
			644	3721	
			660 pp	11753	
			647 pp	55624	
Sous-Total 2			126046		
TOTAL			315578		

Article 3 – remise en état :

Le plan de la remise en état relatif à la partie nord, annexé au présent arrêté, se substitue au plan annexé à l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2013 modifié.

Article 4 – délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement)

Article 5 – publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies de Virargues et de Murat pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de Virargues et de Murat feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture du Cantal, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

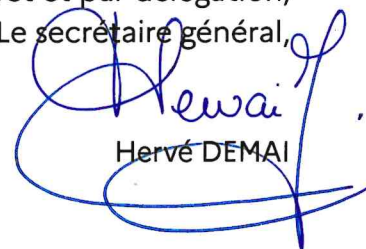
Article 6 – diffusion :

Le présent arrêté est notifié à la société Imerys Filtration France, 7 rue du stade, BP 42, 15300 Murat.

Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, les maires des communes de Virargues et de Murat chargés des formalités d'affichage, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au :

- délégué pour le Cantal de l'Unité inter-départementale 03/15/63 de la DREAL à Aurillac
- directeur départemental des territoires.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Hervé DEMAI

Annexe : Plan de remise en état partie nord

